

**Art. 10.** Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

**Art. 10.** Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 1950

[C - 99/22514]

**3 MAI 1999. — Arrêté royal  
relatif à la section praticiens de l'art infirmier  
du Conseil supérieur des professions de la santé**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales et notamment l'article 35terdecies, inséré par la loi du 10 décembre 1997, modifié par la loi du 16 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 juin 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 1998;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 11 septembre 1998 relative à la demande d'avis dans le mois

Vu l'avis du Conseil d'Etat émis le 9 février 1999 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sein du Conseil supérieur des professions de la santé visé à l'article 35terdecies de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967, relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, est instituée une section « praticiens de l'art infirmier ».

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La section se compose comme suit :

1° deux membres proposés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

2° deux membres proposés par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions;

3° trois membres proposés par le collège intermutualiste;

4° cinq membres proposés par les organisations professionnelles représentative des praticiens de l'art infirmier;

5° quatre membres proposés par les écoles qui dispensent l'enseignement de l'art infirmier;

6° quatre membres proposés par les universités.

7° un membre proposé par le Conseil national de l'Art infirmier qui n'appartient pas à ce Conseil;

8° un membre proposé par la Commission technique de l'Art infirmier

§ 2. Les membres visés ci-dessus ont voix délibérative.

§ 3. Les membres, le président et le secrétaire sont nommés par Nous pour une durée de quatre ans, leur mandat est renouvelable deux fois.

N. 99 — 1950

[C - 99/22514]

**3 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de afdeling beoefenaars van de verpleegkunde van de Hoge Raad voor gezondheidsberoepen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35terdecies, ingevoegd door de wet van 10 december 1997, gewijzigd bij de wet van 16 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juni 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 11 september 1998, over de adviesvraag binnen de termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 9 februari 1999, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In de schoot van de Hoge Raad voor gezondheidsberoepen, bedoeld in artikel 35terdecies van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, wordt een afdeling « beoefenaars van de verpleegkunde » opgericht.

**Art. 2.** § 1. De afdeling is samengesteld als volgt :

1° twee leden voorgedragen door de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft;

2° twee leden voorgedragen door de Minister die de Sociale Zaken in zijn bevoegdheid heeft;

3° drie leden voorgedragen door het intermutualistisch college;

4° vijf leden voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen van de beoefenaars van de verpleegkunde;

5° vier leden voorgedragen door scholen die verpleegkundig onderwijs verstrekken;

6° vier leden voorgedragen door de universiteiten;

7° één lid voorgedragen door de Nationale Raad voor Verpleegkunde die niet tot deze Raad behoort;

8° één lid voorgedragen door de Technische Commissie voor Verpleegkunde;

§ 2. De hierboven vermelde leden zijn stemgerechtigd.

§ 3. De leden en de secretaris worden door Ons benoemd voor een termijn van vier jaar, hun mandaat is twee keer hernieuwbaar.

§ 4. Les membres visés au § 1<sup>er</sup> sont tous experts dans le domaine de l'activité de l'art infirmier, soit à hauteur de minimum trois quart des experts comme infirmier, soit comme personne possédant des qualifications généralement reconnues concernant les aspects éthiques, sociologiques ou économiques de la profession.

§ 5. Parmi les membres visés au § 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 4°, il doit y avoir au moins un praticien représentatif, respectivement des soins infirmiers à l'hôpital, des soins aux personnes âgées, des soins infirmiers à domicile et des soins infirmiers indépendants.

**Art. 3.** Le président et le vice-président sont nommés par Nous sur proposition du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Le secrétariat du Conseil est assuré par un fonctionnaire désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Ils siègent sans voix délibérative.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Elle peut organiser des groupes de travail constitués d'experts et/ou d'experts externes. La liste des experts et des experts externes est soumise à l'approbation du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Elle peut recourir au soutien permanent d'une cellule composée de membres de l'Institut scientifique de la Santé publique-Louis Pasteur, constituée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 3. Elle peut faire appel à toute structure ou organisation existante dans les domaines scientifique ou éthique susceptible de l'aider dans ses travaux.

Elle peut faire appel aux associations scientifiques des praticiens de l'art infirmier ainsi qu'aux universités.

§ 4. Elle peut constituer un comité chargé des questions éthiques et déontologiques; la moitié des membres sont membre de la section « des praticiens de l'art infirmier » et l'autre moitié est constituée d'experts des questions éthiques, de représentants des patients, de juristes et de médecins.

**Art. 5.** La section peut demander par l'intermédiaire du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou du Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, de disposer des données anonymes en possession du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ainsi que des institutions qui en relèvent.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne l'organisation de la pratique de l'art infirmier, l'éthique et la qualité des soins, la section a pour mission de signaler les problèmes et, le cas échéant, de formuler des avis à l'intention du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et à l'intention du Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions.

§ 2. La section assure également particulièrement les missions suivantes :

1. Formuler des options générales en ce qui concerne la qualité de la pratique de l'art infirmier, portant notamment sur :

- l'identification d'indicateurs de qualité;
- l'enregistrement de données;
- l'organisation et la méthodologie de l'évaluation, de l'autoévaluation et de l'évaluation par les pairs;
- l'analyse du processus des soins dans un contexte multidisciplinaire, y compris la concertation avec les autres professions de la santé et avec les autres organes d'avis;
- des études à réaliser ou les résultats d'études à intégrer dans la politique de qualité;
- la promotion de la recherche scientifique dans le domaine des soins infirmiers;
- la rédaction de recommandation de bonne pratique de l'art infirmier.

2. La rédaction d'avis éthiques et d'un code de déontologie pour les praticiens de l'art infirmier.

3. Formuler des avis relatifs aux différents aspects de la pratique de l'art infirmier, notamment en ce le dossier infirmier, et le rôle de la première ligne dans le système des soins de santé.

4. Formuler des avis en collaboration avec la commission de planification visée à l'article 35octies, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 78 portant sur le nombre de praticiens, et des avis portant sur les qualifications, en collaboration avec le Conseil National de l'art infirmier.

§ 4. De leden bedoeld in § 1 zijn allen deskundig op het terrein van verpleegkundige activiteit, hetzij ter hoogte van drie vierde minimum als beoefenaars van de verpleegkunde, hetzij als persoon met een algemeen erkende bekwaamheid inzake de ethische, de sociologische of economische aspecten van het beroep.

§ 5. Onder de leden bedoeld in § 1, 1°, 2° en 4°, dient er minstens één beoefenaar te zijn, die representatief is voor respectievelijk de verpleging in de ziekenhuizen, de verpleging van bejaarden, de thuisverpleging en de zelfstandig de verpleging.

**Art. 3.** De voorzitter en de ondervoorzitter worden door Ons benoemd op voordracht van de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door een ambtenaar aangewezen door de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft. Zij hebben zitting zonder stemrecht.

**Art. 4.** § 1. Ze kan werkgroepen oprichten bestaande uit deskundigen en/of beroep doen op externe deskundigen. De lijst van de deskundigen en de externe deskundigen wordt ter goedkeuring aan de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft voorgelegd.

§ 2. Zij kan permanent een beroep doen op de steun van een door de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft opgerichte cel, die samengesteld is uit leden van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid-Louis Pasteur.

§ 3. Zij kan een beroep doen op elke bestaande op wetenschappelijke of ethische vlak structuur of organisatie die haar bij haar werkzaamheden kan helpen.

Zij kan beroep doen op de wetenschappelijke verenigingen voor de beoefenaars van de verpleegkunde alsmede op de universiteiten.

§ 4. Zij kan een comité oprichten belast met ethische en deontologische problemen; de helft van de leden zijn lid van de afdeling « beoefenaars van de verpleegkunde » en de andere helft bestaat uit deskundigen in ethische vraagstukken, uit vertegenwoordigers van de patiënten, uit juristen en uit artsen.

**Art. 5.** De afdeling kan, via tussenkomst van Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft en van de Minister die de Sociale Zaken in zijn bevoegdheid heeft, vragen om over anonieme gegevens te beschikken die in het bezit zijn van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en de instellingen die eronder ressorteren.

**Art. 6.** § 1. De afdeling heeft, met betrekking tot de organisatie van de verpleegkundige praktijkvoering, de ethische aspecten en de kwaliteit van de zorgverstrekking, als opdracht de problemen te signaleren en in voorkomend geval adviezen te verstrekken aan de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft en aan de Minister die de Sociale Zaken in zijn bevoegdheid heeft.

§ 2. De afdeling heeft eveneens de volgende opdrachten :

1. Algemene opties formuleren inzake de kwaliteit van de verpleegkundige praktijk, met name :

- de identificatie van kwaliteitsindicatoren;
- de registratie van gegevens;
- de organisatie en de methodologie van de evaluatie, de zelfevaluatie en de intercollegiale toetsing;
- de analyse van het proces van zorgverlening in multidisciplinair verband, inbegrepen het overleg met andere gezondheidsberoepen en andere adviesorganen;
- onderzoek te realiseren of onderzoeksresultaten te integreren in de kwaliteitsbeleid;
- het bevorderen van het wetenschappelijk onderzoek in de verpleegkundige zorg;
- het opstellen van aanbevelingen voor een kwalitatieve verpleegkundige praktijk.

2. Het opstellen van ethische adviezen en van een deontologische code voor de beoefenaars van de verpleegkunde.

3. Adviezen te verstrekken met betrekking tot verschillende aspecten van verpleegkundige praktijk met name wat betreft het verpleegkundig dossier en de rol van eerste lijn in het systeem van de gezondheidszorg.

4. Adviezen te formuleren in samenwerking met de planningscommissie bedoeld in artikel 35octies, § 1 van het koninklijk besluit nr. 78, betreffende het aantal beoefenaars, en in samenwerking met de Nationale Raad voor Verpleegkunde betreffende de kwalificaties.

**Art. 7.** Le président, le vice-président et les membres de la section ont droit :

1° à un jeton de présence, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des jetons de présence et les frais alloués aux membres des commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de la Famille. Les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;

2° au remboursement des frais de parcours, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

3° au remboursement des frais de séjour, conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964, fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Pour l'application du présent article, les membres non fonctionnaires de la section, les experts, les membres des groupes de travail et les membres du comité d'éthique et de déontologie sont assimilés aux agents titulaires d'un grade dans un des rangs 15 à 17. »

**Art. 8.** Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA  
La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

**Art. 7.** De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de afdeling hebben recht op :

1° een presentiegeld, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 15 juli 1946 dat het bedrag van de presentiegelden en de kosten bepaalt, welke uitgekeerd worden aan de leden van de vaste commissies die van het departement van Volksgezondheid en het Gezin afhangen. De leden die ambtenaar zijn kunnen alleen aanspraak erop maken in de mate waarin hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties vergt buiten hun gewone diensturen;

2° de terugbetaling van de reiskosten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965, houdende algemene regeling inzake reiskosten;

3° de terugbetaling van de verblijfskosten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964, tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel van de ministeries.

Voor de toepassing van dit artikel worden de leden van de afdeling die geen ambtenaar zijn, de deskundigen, de leden van de werkgroepen en de leden van het ethisch en deontologisch comité gelijkgesteld met de ambtenaren die een graad bekleden van rang 15 tot 17. »

**Art. 8.** Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA  
De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 1951

[C - 99/22509]

**3 MAI 1999. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 2 juillet 1996 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission de planification-offre médicale**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales et notamment l'article 35octies, § 3, inséré par la loi du 29 avril 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 juin 1998;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 11 septembre 1998, relative à la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat émis le 9 février 1999 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté royal du 2 juillet 1996 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission de planification - Offre médicale, le texte de l'article 2 est complété comme suit :

« 9° deux kinésithérapeutes choisis parmi les candidats présentés par chacune des organisations professionnelles des kinésithérapeutes et deux personnes présentées par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions comme étant particulièrement compétentes dans le secteur professionnel concerné;

N. 99 — 1951

[C - 99/22509]

**3 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 juli 1996 tot vaststelling van de regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van de Planningscommissie-medisch aanbod**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35octies, § 3, ingevoegd bij de wet van 29 april 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juni 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 11 september 1998, over de adviesvraag binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State van 9 februari 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 2 juli 1996 tot vaststelling van de regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van de Planningscommissie - Medisch aanbod wordt artikel 2 aangevuld als volgt :

« 9° twee kinesitherapeuten gekozen onder de kandidaten voorgedragen door elke beroepsorganisatie van de kinesitherapeuten en twee personen voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort en die als bijzonder bevoegd beschouwd worden in de desbetreffende beroepssector;